

12/03/2019

## Communiqué DE PRESSE



**CPME71**  
SAÔNE-ET-LOIRE

### **Grand débat : ce que veulent les PME, ce qu'en pensent les Français !**

Dans le cadre du Grand débat national, la CPME a réuni des milliers de chefs d'entreprise, à travers toute la France. Les principales propositions qui en sont ressorties ont été testées\* auprès de la population française.

*« Nos différentes rencontres dans ce sens, précise Jean VIENT - président CPME 71-, notamment avec le Secrétaire général de la Préfecture au moins de janvier où nous étions près d'une trentaine ne font que confirmer ce qui semble transparaître au niveau national.*

*Il est pour le moins rassurant de constater la prise en compte de l'ensemble des idées qui ont pu être émises, même si certaines n'apparaissent pas directement dans cette liste non-exhaustive ».*

A l'instar des chefs d'entreprise,

- 93% des Français veulent qu'on redéfinisse les responsabilités et missions des collectivités territoriales pour éviter les services doublons (dont 48% très favorables).
- 85% de nos concitoyens réclament que les mêmes règles s'appliquent entre le secteur public et le secteur privé concernant la législation en vigueur sur le droit du travail ou les normes applicables aux entreprises (dont 48% très favorables).
- 92% sont favorables à un renforcement de la transparence sur l'affectation des impôts (dont 51% très favorables).
- 85% souhaitent la mise en place d'un plafond d'imposition, également appelé « bouclier fiscal », pour limiter la fiscalité nationale, locale et écologique des artisans, commerçants, TPE et PME.
- Ils sont autant à demander la suppression de la taxation des PME et TPE sur les bénéfices réinvestis dans l'entreprise.
- Encore plus intéressant en cette période d'élections européennes, 89% des Français souhaitent que l'on réduise les dépenses publiques en France (56% du PIB) au niveau de la moyenne européenne (46% du PIB).

Le constat est sans appel : les Français approuvent à une large majorité les mesures proposées par la CPME.

*« Nos concitoyens réclament avant tout davantage de transparence dans l'utilisation des fonds publics et une baisse de la pression fiscale, explique François Asselin, président de la CPME. Ils sont prêts à diminuer les dépenses publiques en réorganisant l'administration et en sanctionnant les abus. Le nouveau concours Lépine de l'augmentation d'impôts auquel on assiste depuis quelques semaines doit cesser. Ce n'est pas ce qu'attendent les Français, ni les PME ! »*

\*sondage Elabe pour la CPME, réalisé les 19 et 20 février 2019, auprès d'un échantillon de 1004 personnes représentatif de la population française.